

**JE NE VEUX
PLUS ÊTRE
INNOCENT**

Pour la fin des catégories
identitaires dans nos
réflexions autour de la
justice communautaire

*Selon la pratique de l'auteur,
cette brochure utilise une mise en page FALC
(Facile À Lire et à Comprendre).*

*Pour soutenir La Page Libre et recevoir chaque mois une nouvelle
brochure dans votre boîte aux lettres, rendez-vous sur
<https://www.patreon.com/LaPageLibre>
(Abonnement à partir de 3€. Hors France, merci de donner
au moins 5€ pour couvrir l'envoi.)*

Avec le temps,
je me sens de moins en moins en phase avec la manière
dont les milieux queers/féministes
prennent en charge les violences.
J'ai souvent l'impression que mon vécu
et la manière dont je pense ces questions ne sont pas entendables,
à la fois en tant que personne victime de violences
et en tant que personne accusée d'en avoir commis.
Donc, je me tais.

Dans ce texte, j'aimerais surtout revenir sur un point précis :
les catégories d'Agresseur et de Victime,
la façon dont on perçoit les violences à partir d'elles,
la manière dont on les traite
et comment on s'y identifie - ou pas.

Ce texte s'appelle Je ne veux plus être innocent
parce que c'est la première phrase claire que j'ai formulée
quand j'ai voulu écrire sur ces questions.
Plus précisément, c'est l'endroit où je me trouve
dans ma réflexion sur mon call - out,
c'est-à-dire la dénonciation publique et le harcèlement
que j'ai subis au sein des milieux queer. Pendant longtemps,
ma manière de me défendre face à ces accusations
reposait sur l'idée **d'innocence**.
Mon traitement était injuste, parce que je n'avais pas commis
ce qu'on me reprochait.
Aujourd'hui, j'ai envie de penser au-delà de tout ça,
pour deux raisons principales :

- parce que je pense que la binarité innocence/culpabilité **est trop simpliste** pour prendre en charge correctement les incidents, conflits, agressions et abus ;
- parce que je ne pense pas qu'il faille être innocent-e pour mériter un traitement digne.

Je n'ai pas écrit ce texte pour amener ceux qui me lisent à prendre parti dans mon histoire personnelle. Je souhaite juste situer le début de ma réflexion, qui s'appuie sur mon propre vécu d'accusé.

J'ai l'impression que les personnes des milieux queer-féministes, même celles qui revendiquent des approches anti-carcérales, reproduisent en fait une pensée binaire.

Cette pensée est clairement issue du système pénal, dans lequel il y aurait d'un côté les Agressaires, de l'autre les Victimes.

D'un côté les Innocent-e-s et de l'autre les Coupables à punir.

Ces deux groupes sont **opposés** et **imperméables** ; qui commet n'a jamais subi, qui a subi ne commettra pas.

Dans mon expérience personnelle, je n'ai été agressé **que par des personnes qui avaient elles-mêmes subi des violences sexuelles.**

Est-ce que c'est une expérience généralisable ? Je ne pense pas.

Ce que je sais, par contre, dans toutes les situations

où j'ai été plus ou moins impliqué,

c'est que cette binarité n'existait pas.

En conséquence, toutes les réflexions qui mobilisaient une pensée binaire n'étaient quasiment pas utiles.

Je ne suis pas en train de dire que tout est flou,

que les situations d'abus n'existent pas

et que tout le monde est toujours un peu victime et coupable à chaque fois.

Je suis en train de dire que

j'aimerais que les milieux queer-féministes **questionnent leurs réflexes**

qui visent à trancher dans le vif,

à ériger des camps bien séparés

à la seconde où quelqu'un se proclame Victime,

sans même connaître les faits.

Ces réflexes qui rendraient aussi **certains groupes sociaux**

plus prompts à la violence

et d'autres toujours prédisposés à subir.

Je ne nie pas non plus que cumuler les positions de pouvoir

comme être blanc·he, être cisgenre,

être issu·e des classes sociales supérieures,

être valide, avoir des moyens financiers..

rende l'exercice de la domination et de la violence plus simple.

Ce sont des éléments à prendre en compte

quand on se penche sur une situation,

mais qui ne doivent pas nous amener à juger d'office,

à mettre les un·e·s dans la case Innocent·e·s

et les autres dans la case Coupable.

J'ai l'impression que dans les pratiques actuelles,

les appartenances sociales de chacun-e deviennent des identités

à partir desquelles on prédit ou déduit ce qui se joue.

Sans chercher à réfléchir plus loin.

En simplifiant à outrance les réalités.

Les femmes cis sont des victimes toujours plus crédibles que les autres.

Les femmes trans, les hommes trans, les butches également,

qui embrassent une forme de masculinité ou ne s'en éloignent jamais assez,

sont toujours plus suspect-e-s.

Encore plus dans les milieux queer,

on plaque des logiques hétéronormées sur des relations qui ne le sont pas.

Et nous ne sommes pas à l'abri de nos biais

qui voient dans les personnes minces, les personnes blanches,

les personnes neurotypiques

des éternelles innocent-e-s à *protéger*.

Dans la même idée, on mélange facilement

avoir été victime de/

être une victime/

ne pas être *responsable* des violences qu'on a subies/

être *innocent-e*.

Pourtant, ces quatre propositions désignent des choses différentes,

et aussi des manières différentes de penser la violence.

Avoir été victime veut dire qu'on a subi des actes précis dans un cadre donné.

C'est une description d'événements qui ont eu lieu.

Elle n'implique rien d'autre

dans l'identité de sa personne,

dans son avenir,

dans sa manière de se comporter.

Cela dit juste qu'à un instant t , une personne a subi quelque chose.

Être victime renvoie à une question de statut, et le plus souvent je pense, d'identité.

Les choses deviennent plus diffuses.

Au lieu de qualifier la situation d'une personne précise dans un contexte, *être* victime donne une impression plus large.

Avoir subi est ponctuel, être victime est plus imprécis dans le temps.

Ce glissement est, je crois, un des nœuds

dans la manière dont nous percevons les situations de violence, celles qui les ont commises et celles qui les subissent.

Je pense que créer une identité de Victime

sur la base de violences subies

n'est bon pour personne.

S'essentialiser à partir d'une position où on a subi,

donc où quelqu'un a pris le pouvoir sur nous,

est contre-productif dans une perspective de rétablissement.

Comment se percevoir à nouveau comme une personne qui a des choix, si notre identité c'est d'avoir subi sans rien pouvoir y faire ?

De plus, à partir du moment où l'état de victime devient une identité, elle est associée à des traits.

Elle devient un costume d'ensemble

qu'il **faut** porter pour être reconnu·e comme *une vraie* victime.

Ce que je vois ensuite dans nos milieux

c'est que les victimes les plus crédibles

sont issues de certains groupes sociaux.

Les femmes cis, les personnes blanches, minces, non folles,

qui ont le capital culturel qui leur permet d'utiliser les bons codes

pour parler d'elles-mêmes
font des victimes plus crédibles.

La construction de cette identité va donc permettre à certaines
de revendiquer ce statut
et laisser d'autres, sur la base de critères oppressifs, à la marge.

Je comprends que se présenter socialement comme une victime
peut avoir des intérêts.

Je comprends comment ce glissement a eu lieu.

Je vois aussi toutes les dérives que crée cette identité de victime,
comment elle rend invraisemblable le vécu de certaines personnes
qui ont subi des violences.

Et comment nos biais nous amènent
à plus fréquemment reconnaître certaines personnes comme victimes
au détriment des autres.

Donc, de traiter injustement des situations.

Les mauvaises victimes sont souvent silenciées,
peu prises au sérieux, invisibles.

En plus, si avoir subi des violences devient une identité,
dans une logique binaire, **en avoir commis en devient une aussi.**

On se désigne victime, on est désigné-e comme agresseur.

Dans un cas l'identification est choisie, dans l'autre elle est subie.

Parce qu'avoir commis des violences,
au lieu d'être un élément du parcours d'une personne,
devient une identité **collée de force.**

Cette identité est un stigmate : avoir commis des violences, c'est faire partie du camp des méchant·e·s.

Au lieu d'être un fait, c'est un jugement, **mais aussi une prédiction.**

Quand on est perçu·e comme un·e Agressaire par le milieu, on perd à ses yeux la possibilité de changer.

Les solutions vont être exclure, punir, censurer.

Je n'ai jamais entendu parler, je crois, d'excuse, de réhabilitation, de vérifier comment les gens allaient.

De date de fin d'exclusion.

De conditions pour pouvoir revenir.

De manière pour ne pas isoler complètement les personnes.

De discussion pour confronter ceux qui ont commis des violences.

De ce qu'on faisait des gens qui reconnaissaient mais qui se sentaient dépassés par la situation.

De penser l'inclusion d'une personne

qu'on sait avoir des comportements abusifs,

mais qui peut garder sa place à des endroits où iel ne menace personne.

Est-ce qu'il est vraiment nécessaire d'avoir *un casier judiciaire militant vierge* pour s'occuper d'écrire le texte du flyer de notre prochaine manif ?

Cette intransigeance crée la ligne de défense la plus classique quand on est accusé de violences :

crier à l'innocence.

Puisque vivre avec le stigmate de l'Agressaire est impossible, on fait tout pour y échapper.

Au mépris, parfois, des faits, de la douleur infligée et des besoins de la personne qui a subi.

On ne pourra pas espérer des personnes qui commettent des violences qu'elles reconnaissent ce qu'elles ont fait tant qu'on détournera notre regard dégoûté des Agressaires.

Tant qu'on ne les considérera pas comme des humain-e-s.

Tant qu'on ne leur laissera aucune place pour se racheter quand iels en seront à ce moment de leur parcours.

Ce stigmat est contre-productif dans nos luttes contre les violences.

Il empêche le changement.

Il empêche de reconnaître plus ou moins publiquement qu'on a merdé sans se faire virer de partout.

Il éloigne des personnes qui ont subi d'un dialogue qu'elles peuvent souhaiter avec ceux qui leur ont fait du mal, d'excuses, d'explications.

Il éloigne les personnes qui ont commis des violences de l'entourage et du soutien dont elles auront besoin si elles veulent se questionner et changer.

Pour avoir un entourage, il faut être innocent-e.

Pour être innocent-e, il faut être suffisamment convaincant-e quand on affirme publiquement qu'on a jamais rien fait de mal.

Pour être convaincant-e, on a intérêt à cumuler certains des avantages qui font aussi de nous des bonnes victimes : classe, race, vocabulaire...

Le stigmat de l'Agressaire veut littéralement dire **qu'on doit avoir honte d'avoir fait quelque chose sur lequel on n'a plus de prise aujourd'hui parce que c'est *fait*.**

Il n'offre aucune porte de sortie, aucune possibilité de transformation.

Et si on pense que les Agressaires n'ont aucune possibilité de changement, ça ne sert à rien de tenter de penser une justice communautaire.

Ou alors, on pense la Justice en termes carcéraux :
neutraliser, éloigner, punir.

Mettre cet-te Agressaire hors d'état de nuire et faire un exemple pour les prochain·e-s.

Personnellement, **je pense que le passé des gens compte peu.**

Ce qui m'importe c'est leur présent et leur futur.

Pas pour nier ce qu'ils ont fait ou pu faire.

Mais pour prendre en compte le regard actuel qu'ils posent sur leurs actes, donc leur présent, plutôt que les actes seuls.

Que font-ils aujourd'hui ?

Qu'ont-ils fait pour réparer ?

Comment fonctionnent-ils ?

Au lieu de se focaliser sur *l'être*, se focaliser sur le *faire*.

**C'est aussi nocif de penser qu'avoir subi des violences
devrait devenir notre essence
que de penser qu'avoir commis des violences
devrait l'être également.**

Être innocent·e comporte encore un autre sens.

Je pense que l'innocence a une dimension morale.

Quand on dit d'une personne qu'elle est innocente,

on mélange complètement sa responsabilité dans une situation donnée avec sa naïveté, voire sa pureté.

L'innocence d'une personne devient vite un talisman qui nous invite à ne pas la croire capable de violence.

Elle nous pousse à ne pas voir les éléments violents ou abusifs dans ses actions.

Cette notion n'a pas d'utilité dans nos pratiques de justices communautaires. Elle s'appuie avant tout sur la valeur d'une personne à un instant *t* en fonction de ses actes passés

- surtout, de ce qu'on connaît ou de ce qu'elle raconte de ses actes passés.

Elle réduit donc les personnes à ce qu'elles ont fait, qu'elles ne peuvent plus changer

plutôt que de s'intéresser à ce qu'elles sont et font maintenant.

De plus, elle essentialise également les personnes

sur la base de leur attitude, de leur appartenance sociale,

parce qu'encore une fois

certain·e·s ont de meilleures têtes d'innocent·e·s que d'autres.

Je vous laisse deviner lequel·le·s.

Je ne veux plus être innocent, parce que c'est une voie sans issue.

Je pense que cette notion nous invite à nous concentrer sur la manière dont on juge une personne *dans son ensemble*

et pas sur des actes ou une situation que nous devons prendre en charge.

Ces idées de culpabilité et d'innocence reposent exclusivement sur une logique punitive.

On n'a d'intérêt à trouver la Coupable et à faire de cet état son essence que pour la condamner au pilori.

On a d'intérêt à créer une image de Victime impuissante et éplorée que dans la culture carcérale actuelle,

où la punition de la Coupable par des tiers

est la condition ultime de sa guérison.

Quand on envisage d'autres pistes, qui reposent surtout sur :

comment prendre en charge la souffrance ?

Comment éviter qu'elle ne se reproduise ?

On n'a plus besoin de cette binarité.

C'est pour toutes ces raisons

que j'essaie de penser les situations de violences et de conflits

sans outils issus de la pensée carcérale,

mais sous l'angle de la justice transformatrice.

La justice transformatrice est définie par Kai Cheng Thom comme le fait de

« nommer la blessure

et transformer les personnes

ainsi que les conditions

qui ont causé cette blessure ».

La justice transformatrice n'a pas forcément besoin de coupable.

Déjà parce qu'il n'existe pas forcément.

Même s'il existe, il peut être inaccessible, voire mort-e.

Une justice qui ne fonctionne qu'en punissant la personne

désignée comme coupable

n'a rien à offrir dans ce cas.

Elle est peu créative et vite limitée.

En plus, toute l'énergie que nous mettons à chercher et punir les coupables

n'est pas consacrée aux personnes qui ont subi.

Je pense que la justice transformatrice est la seule

qui peut avoir le potentiel de répondre à différentes sortes d'incidents,

conflits ou abus

en s'adaptant au mieux aux besoins des personnes lésées,

au contexte, aux ressources disponibles.

En reconnaissant l'humanité de chacun-e,

en refusant au maximum la rupture totale du lien social

pour l'une des personnes impliquées.

Quand j'ai été call-out, on m'a dit à l'occasion que la personne qui m'avait dénoncé *souffrait aussi* de la publicisation de notre situation.

Je ne doute pas que ça soit vrai, même si pour le coup, il s'agit des conséquences de ses choix à elle.

Les effets désastreux que cette campagne a eus sur moi sont des éléments suffisants pour se questionner sur sa pertinence.

Mais que doit-on penser si la victime désignée dit elle-même souffrir des outils choisis pour l'aider dans sa guérison ?

Je sais qu'à certaines étapes du harcèlement, la personne qui m'a accusée n'était que consultée par le groupe qui prenait des décisions et menaient les actions. Que retire-t-elle d'une action qu'elle se contente d'approuver, sans la choisir ?

Que penser d'une gestion où on pose la victime désignée dans un coin et où ses chevalier-es servant-es mènent la situation à sa place ?

Je crois que nos justices devraient se recentrer **sur les besoins des gens par rapport à leur douleur**, qu'elle soit provoquée par des situations violentes ou non, plutôt que la traque et le harcèlement de coupables par un entourage en quête de vengeance.

Si on voit les choses sous cet angle, les situations qui devraient être traitées par des processus de justice sont bien plus nombreuses que ce qui est pris en charge par le complexe police-justice-prison actuel.

Les outils pour faire la justice sont aussi beaucoup plus nombreux que ce qu'on trouve actuellement dans nos milieux.
Arrêter de nous focaliser sur la punition pourra nous libérer de l'espace pour envisager ces alternatives.

Ça nous permettra aussi de voir que le rétablissement de la personne qui a subi et le changement de la personne qui a commis sont deux choses différentes.

La logique carcérale ne le permet pas,
car un seul geste de punition est censé provoquer les deux.

Aller mieux, après des violences, cela peut être recevoir une reconnaissance et des excuses de la part de la personne qui a commis.

Mais fort heureusement, c'est aussi et surtout **reprendre le pouvoir sur son existence.**

C'est aller trouver des espaces d'écoute, professionnels ou non, individuels ou collectifs.

C'est prendre le temps d'explorer ce qui fait du bien : une pratique artistique, sportive, un engagement associatif, un moment de rupture loin des autres, un voyage.

C'est trouver des manières de raconter, par toutes les formes possibles.

C'est enfin accepter l'événement violent comme une partie de notre vie, qu'on emporte avec soi mais qui ne nous définit pas pour toujours.

Ces exemples ne sont que des exemples,

j'ai confiance dans la créativité de nos milieux pour les développer, les explorer et penser leur accessibilité à toutes, y compris les plus précaires et les plus isolé·e·s.

Ce que moi j'ai fait, en tant que victime,
ça a toujours été d'informer mes agresseurs
de la violence que j'estimais qu'ils avaient commis.
En direct ou par écrit.
En faisant ça, j'estimais avoir fait « ma part » :
leur donner les éléments pour comprendre ce qu'ils avaient fait,
s'ils en avaient l'envie/la possibilité.
Ensuite, j'ai eu la chance d'avoir le réseau affinitaire
et suffisamment de moyens matériels pour pouvoir parler,
être cru, être hébergé quand j'en ai eu besoin,
explorer les pratiques dont j'avais besoin.
Certaines des personnes que j'ai dénoncées ont reconnu et ont changé.
Et continuent à faire partie de ma vie.
D'autres font les mort-e-s, je ne sais pas où ils en sont,
à vrai dire je m'en fiche.
Aucune n'a fait l'objet d'une plainte ou d'une dénonciation publique.

L'identité de victime,
le stigmatisme d'Agresseur
et le culte de l'innocence fonctionnent **ensemble**.
Je pense que nous devons nous débarrasser des trois pour avancer.

Plutôt que de penser les choses en termes d'identité,
penser les choses en termes de rapports de pouvoir,
de dynamiques de violences, de schémas,
qui sont des notions plus fluides
qui nous permettront d'aller au plus près de ce qui s'est produit.
Plutôt que de chercher Innocent-e-s et Coupables,

Victimes éternelles et Agressaires irrécupérables,
chercher où se trouve la souffrance,
comment la soulager,
où sont les schémas ancrés et reproduits sans cesse,
quels moyens nous avons pour en venir à bout,
l'accompagner ou la soulager.

*Retrouvez cette brochure et d'autres
sur lapagelibre.org*

Contact : lapagelibre@riseup.net

Licence Creative Commons CC-BY-NC-SA

LA PAGE LIBRE

auto-éditions